



Aspects économiques et compétitivité de l'industrie mécanique

Gilles Le Blanc
CERNA, Ecole des Mines de Paris

ESOPE 2007, Paris, 11 octobre 2007

La nécessité d'un discours industriel...

- La confusion actuelle sur les réalités industrielles
- De nombreux clichés et simplifications
- Une politique industrielle confuse...
- Existe-t-il encore une volonté industrielle ?
- Importance d'une approche par étapes
 - - Redéfinir le champ de l'industrie, préciser ses évolutions et celles de la concurrence,
 - - Evaluer son rôle dans l'économie, justifiant une politique industrielle légitime et efficace,
 - - Analyser les moyens d'une meilleure compétitivité (stratégies des entreprises, politiques publiques)

L'industrie dans l'économie : synthèse des indicateurs

Part de l'industrie	1978	2002
Dans la VA en volume	24,4 %	22,3 %
Dans le PIB en valeur	26,3 %	17,8 %
Dans la population active	25,5 %	16,4 %
Millions d'emplois (etp)	5,5	3,9
Dans l'investissement productif	33,8 %	25 %
Dans la DIRD des entreprises	92,4 %	86,3 %
Dans la DIRD totale	57,8 %	54,6 %
Dans les exportations de biens et services	76,3 %	78 %
Dans les importations de biens et services	81 %	84,2 %

L'industrie mécanique dans l'industrie française : convergences et différences

Depuis 20 ans, de très profondes transformations structurelles marquent l'industrie française :

- Gains de productivité
- Externalisation
- Investissement immatériel (innovation et publicité)
- Combinaison de biens et de services
- Différenciation croissante des offres (variété)

Comment se situe l'industrie mécanique par rapport à ces grandes évolutions ?

Développons trois dimensions clés

« L'indu-services »

- Un mélange accru entre industrie et services
- Des services externalisés, fournis par des prestataires externes spécialisés, facteurs de compétitivité de la production industrielle
- L'addition de services sur les biens matériels : marque, SAV, maintenance, location...
- Conséquences sur l'investissement, l'emploi, les formations...
- Dans la mécanique, importance particulière de cet aspect autour de la sécurité, des règlements, des normes, de l'expertise d'ingénierie et de conception.

Le débat sur la spécialisation

Déficit commercial, part de marché mondiale en baisse, pertes de compétitivité...

La thèse de la « mauvaise » spécialisation...

... mérite une discussion plus fine

En fait la France n'est PAS spécialisée

La comparaison avec l'Allemagne souligne que ce n'est pas le choix des secteurs qui pose problème mais plutôt :

- l'intensité de la spécialisation (sélection),
- le positionnement (qualité, différenciation) de l'offre,
- l'organisation industrielle (sous-traitance, taille des entreprises)

Attention à une spécialisation produits/secteurs qui serait exclusivement construite sur les débouchés asiatiques

Pays spécialistes vs. pays généralistes

Pays	Spécialisation moyenne 2002	Spécialisation moyenne 1992	Evolution 1992-2002	Moyenne des Ip 2002	Ecart-type des Ip 2002
Japon	1,52	1,38	+ 10,14%	1,19	0,63
Italie	1,52	1,26	+ 20,63%	1,35	1,33
Allemagne	1,44	1,32	+ 9,09%	1,07	0,56
Royaume-Uni	1,24	1,25	-0,80%	0,95	0,59
Espagne	1,08	1,07	+ 0,93%	1,02	0,65
France	1,05	0,93	+ 12,90%	0,98	0,33
Etats-Unis	0,93	0,95	- 2,11%	0,89	0,27

Classement des secteurs selon leur contribution à la spécialisation productive

Rang 2002	Allemagne	CSP 2002	Rang 1992	France	CSP 2002	Rang 1992
1	Machines et matériel	0,31	1	Agro-alimentaire	0,18	1
2	Automobile	0,22	2	Ouvrages en métaux	0,11	3
3	Equipements électriques	0,14	3	Automobile	0,086	5
4	Ouvrages en métaux	0,13	4	Electricité, gaz et eau	0,072	2
5	Chimie et pharmacie	0,11	5	Chimie et pharmacie	0,069	7

L'innovation dans la mécanique

- Qu'attend-on de l'innovation ?
- Lecture offre contre une approche de la demande
- Escalade contre prolifération : deux modes d'innovation industrielle très différents
- Poids crucial de l'innovation non technologique
- Où la trouver ? Comment l'inciter ? Quels obstacles ?
- La question du financement de l'innovation
- Le nouvel instrument pôle de compétitivité
- La nécessaire réflexion plus générale sur les aides publiques aux entreprises